

Actualités politico-économiques Roumanie



13
FÉV

[Fusions et acquisitions en Roumanie : un marché en forte progression](#)



11
FÉV

[Recyclage en Roumanie : un retard coûteux qui peut bénéficier aux acteurs du secteur](#)



06
FÉV

[Les fonds d'investissement en Roumanie proches du million d'investisseurs](#)



04
FÉV

[Tourisme en Roumanie : une ambition de trois milliards d'euros d'ici 2035](#)



30
JAN

[35% de hausse pour le marché roumain de la construction en cinq ans](#)



28
JAN

[Energies renouvelables en Roumanie, quelles opportunités?](#)

Nouveauté

Découvrez notre Newsletter sur les opportunités d'affaires en Hongrie / Bulgarie / Serbie / Moldavie

[Version française](#)

[English Version](#)

EST STRATEGIES

CHEZ EST-STRATÉGIES, VOUS ÊTES BIEN PLUS QU'UN PARTENAIRE

DEVENIR FRANCHISÉ



La Roumanie veut reporter la fermeture des centrales à charbon à 2032

La Roumanie envisage de reporter la fermeture des centrales électriques au charbon jusqu'en 2032 pour assurer sa sécurité énergétique. C'est ce qu'a déclaré le ministre de l'Énergie, Sébastien Burduja, soulignant que le remplacement des centrales électriques au charbon par des centrales moins polluantes, prévu dans le Green Deal européen, a accusé des retards importants. Burduja a souligné que, sans alternatives opérationnelles, la Roumanie risque d'accroître sa dépendance aux importations d'énergie.



Les centrales électriques de la vallée du Jiu, dont celles de Rovinari et Turceni, représentent une part importante de la production énergétique du pays. Toutefois, la fermeture prévue de milliers de mégawatts de capacité de production entraînerait également d'importantes pertes d'emplois. Le ministre a proposé de prolonger l'utilisation des centrales électriques au charbon jusqu'à ce que les infrastructures basées sur le gaz et les énergies renouvelables soient activées. Cependant, des experts aiment Mihnea Catuti ils préviennent qu'au-delà de 2026, les coûts associés à la production au charbon risquent de la rendre non compétitive.

Pour mettre en œuvre le report, il faudra modifier le Plan National de Relance et de Résilience (Pnrr), amender la loi sur décarbonation et renégocier le plan de restructuration du complexe énergétique d'Oltenia. Les autorités roumaines espèrent parvenir le plus rapidement possible à un accord avec l'Union européenne. La question a également été abordée lors du forum de Davos, où est apparue la nécessité d'équilibrer les objectifs environnementaux et l'efficacité économique pour maintenir la compétitivité de l'Europe sur un marché mondial de plus en plus compétitif. Source : agenzianova.com

Roumanie : le Premier ministre Ciolacu rencontre une délégation du FMI, la stabilité macroéconomique est l'objectif pour 2025

Maintenir la stabilité macroéconomique, un rythme soutenu d'investissement et poursuivre les réformes sont les objectifs du gouvernement roumain pour 2025. C'est ce qu'a déclaré le Premier ministre roumain Marcel Ciolacu lors d'une réunion avec la délégation du Fonds monétaire international (FMI), au Palais Victoria, siège du Premier ministre, à Bucarest.

« Le budget récemment approuvé par le Parlement comprend la plus grande part d'investissements jamais allouée, soit 7,8 pour cent du Produit intérieur brut », a-t-il déclaré. Nous donnerons la priorité aux projets publics, afin que ceux qui sont à un stade avancé de mise en œuvre reçoivent le financement dont ils ont besoin pour être achevés rapidement. Une autre ligne d'action est le

soutien aux projets financés par les fonds européens, pour le cofinancement desquels nous avons alloué des ressources budgétaires. « Nous profitons de cette fenêtre d'opportunité dont dispose la Roumanie tant pour la dynamique d'investissement que pour la mise en œuvre des réformes entreprises à travers le PNRR et qui convergent avec notre objectif d'adhérer à l'OCDE en 2026 », a-t-il ajouté.

Selon le Premier ministre, le gouvernement roumain en 2025 « continuera à agir pour soutenir le secteur privé à travers des mesures visant l'industrie alimentaire, la construction, l'encouragement de la croissance industrielle, ainsi que les investissements dans l'énergie et les infrastructures ». Le chef de l'exécutif a également souligné l'engagement du gouvernement à respecter le déficit budgétaire de 7 pour cent du PIB cette année et à poursuivre la tendance à la réduction dans les années à venir, selon le Plan budgétaire convenu avec les représentants de la Commission européenne. « Dans ce contexte, le Premier ministre Ciolacu a souligné les mesures visant à réduire les dépenses de personnel public, à restructurer l'appareil budgétaire et à réorganiser le système administratif et territorial, incluses parmi les priorités du gouvernement pour la prochaine période. « En outre, le Premier ministre a mentionné des mesures visant à améliorer la collecte des recettes publiques en développant la numérisation », a indiqué le gouvernement dans un communiqué. La rencontre avec le FMI s'inscrit dans le cadre d'une série de consultations lancées par le gouvernement avec les partenaires financiers internationaux et le monde des affaires.



Au cours de la semaine, Ciolacu a également rencontré des représentants de la Banque mondiale et des représentants de plusieurs fonds d'investissement internationaux. Source : agenzianova.com

Le PIB de la Roumanie devrait croître de 3,1 % en 2025 - Allianz Trade

L'économie roumaine devrait croître de 3,1 % réels en 2025 et de 3,6 % en 2026, a déclaré l'assureur-crédit commercial Allianz Trade.

Après une augmentation estimée du produit intérieur brut (PIB) de 0,8 % en 2024, la croissance devrait progressivement reprendre cette année et l'année prochaine, soutenue par des dépenses publiques et des investissements résilients ainsi que par un renforcement des dépenses de consommation grâce à la hausse du revenu disponible réel, à l'atténuation de l'impact des hausses de taux d'intérêt passées et à un certain assouplissement monétaire, a déclaré Allianz Trade dans son rapport Country Risk Atlas 2025.

Source : seenews.com

Réunion du Comité interministériel de coordination du

PNRR : Le Premier ministre Marcel Ciolacu a présidé la réunion du Comité interministériel de coordination du Plan national de relance et de résilience (PNRR), en présence de la directrice générale de la SG RECOVER – la Task Force pour la reprise et la résilience de la Commission européenne, sur le plan de relance européen, Céline Gauer.

Dans un entretien avec la directrice générale de la SG RECOVER, Marcel Ciolacu a déclaré que le gouvernement continuerait de mettre en œuvre les réformes et les investissements prévus dans le PNRR, « à un rythme dynamisé au niveau de chaque ministère », la réforme et la modernisation de l'administration centrale devant conduire à un contrôle « plus rigoureux » des ressources publiques en vue d'atteindre un objectif de déficit budgétaire de 7% du PIB en 2025.

De son côté, Céline Gauer a souligné que la Roumanie pouvait bénéficier de 8 milliards d'euros de subventions jusqu'en 2026, à condition que toutes les réformes soient achevées d'ici août 2026. Son adjoint, Declan Costello, a pointé, à son tour, des lacunes dans la gestion des finances publiques, exhortant les autorités à présenter des mesures fiscales supplémentaires concrètes d'ici le 4 juin pour pouvoir déposer la quatrième demande de paiement, dans le cadre du PNRR. La Roumanie se classe actuellement à l'avant-dernière place dans la mise en œuvre du PNRR, alors que la France, l'Italie et l'Allemagne se situent en tête du classement, note le portail.

Source : G4Media, Agerpres, Mediafax, Capital, News.ro

Rencontre du Premier ministre avec une délégation de la

Banque mondiale : Le Premier ministre Marcel Ciolacu : la Roumanie est un pilier régional de sécurité et de stabilité économique pour l'Europe et pour le Partenariat stratégique avec les États-Unis

La Roumanie est un pays sûr et stable tant politiquement, qu'économiquement, orienté vers les investissements et les réformes, a déclaré le Premier ministre Marcel Ciolacu lors de la réunion avec les représentants du Groupe de la Banque mondiale, qui a eu lieu au Palais Victoria.

« Notre pays est un pilier régional de sécurité et de stabilité économique pour l'Europe et pour le Partenariat stratégique avec les États-Unis. Nous continuerons à mettre en œuvre les réformes entreprises dans le cadre du PNRR et notre objectif d'adhérer à l'OCDE. Nous sommes convaincus que les résultats de ces réformes se traduiront par une meilleure collecte des fonds pour le budget de l'État, des services médicaux et éducatifs de meilleure qualité, une énergie plus abordable pour la population et des infrastructures de transport modernes. « Nous considérons la



Banque mondiale comme un partenaire dans nos objectifs et nous continuons à compter sur le financement et l'expertise fournis par ce Groupe », a souligné le Premier ministre Marcel Ciolacu.

Dans ce contexte, le Premier ministre a ajouté que la restructuration de l'appareil budgétaire et la réorganisation administrative et territoriale font partie du paquet de priorités gouvernementales pour la période à venir.

Des projets dans les domaines de la santé et de la gestion des urgences, développés en partenariat, ont également été analysés. Il s'agit de la construction de trois centres de grands brûlés- à Timișoara, Bucarest et Târgu Mureș -, de l'achèvement de 12 centres de radiothérapie pour les patients atteints de cancer, du développement et de la modernisation des services de soins intensifs et d'urgence, ainsi que de l'infrastructure nécessaire aux interventions en cas des situations d'urgence. En ce qui concerne le soutien les projets de développement, le chef de l'Exécutif a mentionné que dans le budget de cette année, le Gouvernement a alloué un volume record aux investissements, à savoir plus de 150 milliards de lei. « Nous continuons à soutenir le développement des infrastructures, des secteurs agricole, industriel et de la constructions. Nous avançons dans des projets visant à améliorer les services médicaux dans le domaine de l'énergie. « Outre les fonds européens, ceux alloués par le budget de l'État, je crois qu'une solution viable est le partenariat public-privé », a souligné le Premier ministre Marcel Ciolacu.

Les représentants du Groupe de la Banque mondiale ont salué le plan de réformes du gouvernement et l'attention accordée aux investissements, soulignant que la Roumanie est un partenaire fort et résilient. « Je suis convaincu qu'ensemble, nous continuerons à mettre en œuvre les projets en cours et à élargir le portefeuille avec de nouveaux investissements dans l'énergie, la transition verte, l'infrastructure et d'autres domaines à potentiel de croissance », a déclaré Eugene Rhuggenaath, directeur exécutif du Groupe de la Banque mondiale.

Les représentants de la Banque mondiale ont également apprécié le soutien apporté par la Roumanie à la République de Moldavie et à l'Ukraine, ainsi que sa contribution à assurer la stabilité dans la région.

La délégation gouvernementale et la délégation du Groupe de la Banque mondiale ont convenu d'un mécanisme de travail prévoyant des réunions plus fréquentes dans la période à venir.

De la délégation gouvernementale, aux côtés du Premier ministre Marcel Ciolacu, ont fait partie le vice-Premier ministre Marian Neacșu, le ministre de la Santé Alexandru Rafila, le chef de la Chancellerie du Premier ministre Stefan Radu Oprea et le secrétaire d'État au Ministère des Affaires Intérieures Raed Arafat.

Source : gov.ro



Sofia demande la construction de corridors de transport entre la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie :

L'adhésion à part entière de la Bulgarie et la Roumanie à Schengen est un des événements les plus importants pour la région, a déclaré au Forum économique de Sofia Grozdan Karadjov, vice-premier ministre et ministre des Transports.

Plus de 18 mille entreprises grecques sont actives en Bulgarie. Le volume de leurs investissements dépasse les 3,5 milliards d'euros. Pour cette raison, il est d'autant plus important de rétablir la connexion ferroviaire entre Sofia, Koulata et Thessalonique. Cela nous donnera l'opportunité de discuter avec la Roumanie du corridor ferroviaire multimodal qui reliera Thessalonique, Sofia, Vidin et Kalafat, a précisé le ministre.

Grozdan Karadjov a rencontré son homologue grec Christos Staïkoúras pour discuter de la tenue d'une réunion trilatérale avec Sorin Grindeanu, ministre roumain des Transports et de l'Infrastructure, l'objectif étant de demander conjointement à la CE le financement des corridors Thessalonique-Vidin et Alexandroupolis-Roussé-Varna-Bourgas.

Source : bnr.bg

La Moldavie percevra une subvention de l'Union européenne (UE) pour interconnecter ses réseaux électriques avec la Roumanie. Pour le Premier ministre moldave Dorin Recean, l'UE aide Chişinău à éviter le chantage énergétique de la Russie :

L'accord de subvention de 15,4 millions d'euros a été signé par Dorin Recean, la directrice du bureau de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) à Chişinău, Catarina Bjorlin Hansen, et le directeur général par intérim de Moldelectrica, Sergiu Aparatu.

Le soutien de la BERD représente un cofinancement de 20 % du projet de ligne électrique aérienne de 400 kV entre la ville moldave de Bălţi et la ville roumaine de Suceava. Dorin Recean a souligné l'importance de l'accès aux marchés européens de l'énergie, affirmant que le soutien de l'Union européenne aiderait la Moldavie à éviter le chantage énergétique de la Russie et à renforcer sa sécurité énergétique.

« Aujourd'hui, nous avons de la lumière et du chauffage grâce à nos partenaires et au fait que, ces quatre dernières années, le gouvernement a pris des mesures actives et stratégiques qui nous ont libérés du chantage et de la dépendance », a déclaré le Premier ministre moldave.

Les lignes d'interconnexion avec la Roumanie garanti-

ront « un approvisionnement en électricité indépendant du marché européen », a-t-il ajouté.

Le coût total du projet d'interconnexion électrique entre la Moldavie et la Roumanie, qui en est à sa deuxième phase, s'élève à 77 millions d'euros. La BERD et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont déjà contribué à hauteur de 30,8 millions d'euros chacune pour achever le projet d'ici décembre 2027.

Depuis le 1er janvier 2025, la Moldavie, y compris la région séparatiste pro-russe de Transnistrie, s'efforce de faire face à l'arrêt des livraisons de gaz de la société russe Gazprom, plongeant le pays dans une nouvelle crise énergétique. Jusqu'à présent, la Moldavie a évité les pannes d'électricité grâce à d'importantes importations d'électricité en provenance de la Roumanie voisine.

Mais l'électricité roumaine pourrait être coupée à tout moment, a averti Marcela Lefter, PDG de Sedera, une société roumaine spécialisée dans les énergies renouvelables qui opère en Moldavie.

« L'interconnecteur qui amène l'électricité de Roumanie va directement à un concentrateur en Transnistrie », a récemment expliqué Marcela Lefter, faisant référence à la région séparatiste de Moldavie, qui entretient des liens étroits avec Moscou.

Source : euractiv.fr

Les ventes au détail en Roumanie augmentent de 8,6 % en 2024 :

Les ventes au détail en Roumanie ont augmenté de 8,6% sur un an en 2024, a annoncé l'office statistique. Les ventes non alimentaires ont augmenté de 14,8% sur un an l'année dernière, les ventes de produits alimentaires, de boissons et de tabac ont grimpé de 3,8%, tandis que les ventes de carburant automobile ont augmenté de 3,6%, a indiqué l'office statistique dans un communiqué.

Rien qu'en décembre, les ventes au détail en Roumanie ont augmenté de 7,8 % sur un an, tant en données ajustées que non ajustées.

Par rapport à novembre, le volume du chiffre d'affaires ajusté du commerce de détail en décembre a légèrement diminué de 1,3 %, les ventes de produits alimentaires, de boissons et de tabac et les ventes de produits non alimentaires ayant diminué respectivement de 2 % et de 0,9 %, tandis que les ventes de carburants automobiles ont augmenté de 1,7 %.

Les chiffres des ventes au détail n'incluent pas le commerce de véhicules automobiles et de motos.

En 2023, le chiffre d'affaires du commerce de détail en Roumanie a augmenté de 1,9 %.

Source : seenews.com





La confiance des Roumains dans l'Union européenne et l'OTAN atteint un niveau record



Ainsi, en décembre 2024, 87,5 % des Roumains pensent que la Roumanie, en termes d'alliances politiques et militaires, devrait maintenir son orientation vers l'ouest (c'est-à-dire l'UE, les États-Unis, l'OTAN), selon une

enquête sociologique réalisée par INSCOP à la demande de l'organisation non-gouvernementale Funky Citizens.

Environ 88 % des personnes interrogées dans le cadre de ce sondage d'opinion estiment que leur pays doit rester membre de l'OTAN et de l'UE. Par ailleurs, 69,7 % des Roumains font confiance à l'OTAN (contre 60,6 % en janvier 2022) et 66,8 % à l'Union européenne (contre 55,9 % en janvier 2022). 59,1 % des personnes interrogées déclarent avoir confiance dans les États-Unis d'Amérique (contre 50 % en janvier 2022) et seulement 5,9 % font confiance à la Russie, contre 18 % en janvier 2022.

Considérant toutes les implications pour la vie économique et sociale, familiale et personnelle, 72,5% des personnes interrogées (contre 54,9% en janvier 2022) estiment que l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne a plutôt apporté des avantages, tandis que 21,6% sont d'un avis contraire (contre 40,8% en janvier 2022). En outre, 80,4 % des Roumains pensent que les États-Unis et l'UE ont une influence positive sur la Roumanie.

Cependant, le sondage réalisé par INSCOP révèle également un aspect troublant : 57,1% des Roumains pensent que la Roumanie devrait défendre ses intérêts nationaux lorsqu'ils sont en désaccord avec les règles de l'UE, même si elle risque de perdre sa position en tant qu'Etat membre de l'UE (contre près de 70% des électeurs en janvier 2022).

Selon le sondage, 69,1 % des Roumains voteraient pour un parti nationaliste ou un candidat à la présidence qui promeut les valeurs religieuses et soutient la famille traditionnelle. Seuls 16% maintiendraient leur choix si un tel parti ou candidat proposait un rapprochement avec la Russie. En outre, seuls 33,1% maintiendraient leur choix si un tel parti ou candidat proposait des mesures et des politiques qui pourraient conduire à la sortie de la Roumanie de l'Union européenne.

L'enquête sociologique intitulée « La Roumanie entre nationalisme et européenisme à l'ère de la désinformation. Patriotisme économique, valeurs, désinformation et conspirations » a été réalisée du 16 au 23 décembre 2024, par téléphone, sur un échantillon de 1000 personnes.

Source : Adevărul, Romania Libera, Hotnews

Le taux de chômage en Roumanie baisse à 5,2 % en décembre : Le taux de chômage en Roumanie a baissé à 5,2% en décembre contre 5,3% en novembre, a annoncé l'office

statistique, citant des données provisoires.

Par rapport à décembre 2023, le taux de chômage en Roumanie a légèrement baissé de 0,4 point de pourcentage (pp), a indiqué l'office statistique dans un rapport mensuel.

En décembre 2024, 428 600 chômeurs étaient inscrits en Roumanie, contre 435 600 en novembre et 458 900 en décembre de l'année précédente.

Le taux de chômage chez les femmes en décembre était de 5% contre 5,4% chez les hommes.

Le taux de chômage des adultes âgés de 25 à 74 ans était estimé à 4 % en décembre, inchangé par rapport à novembre et en baisse de 0,3 point de pourcentage sur un an. Les adultes âgés de 25 à 74 ans qui étaient sans emploi en décembre représentaient 72,7 % de l'ensemble des chômeurs.

Le chômage des jeunes (personnes âgées de 15 à 24 ans) est resté élevé, à 25,3 %.

La Roumanie comptait 8,15 millions de travailleurs en 2023, contre 8,27 millions en 2022.

Source : seenews.com



Le PIB par habitant de la Roumanie en PPA augmente de 4 points de pourcentage en glissement annuel pour atteindre 78 % de la moyenne de l'UE en 2023

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la Roumanie, ajusté à la parité de pouvoir d'achat (PPA), a atteint 78% de la moyenne de l'Union européenne en 2023 (74% en 2022), selon les données de l'office statistique INS confirmées par Eurostat.

La Pologne et la Hongrie suivent de près, avec toutes deux 77 % de la moyenne de l'UE.

Le PIB par habitant le plus faible par rapport à la moyenne de l'UE a été enregistré en Bulgarie, à 64 % de la moyenne, soit 36 % de moins. En revanche, le Luxembourg a enregistré le niveau le plus élevé, dépassant la moyenne de l'UE de 137 %. Ce chiffre s'explique toutefois en partie par la part importante de travailleurs étrangers contribuant au PIB qui ne sont pas inclus dans la population résidente.

En termes de prix à la consommation, la Bulgarie a également enregistré le niveau le plus bas en 2023, soit 41 % de moins que la moyenne de l'UE, suivie de la Roumanie, avec 39 % de moins. Les prix en Roumanie ne représentaient donc en moyenne que 61 % des prix moyens de l'UE.

À l'inverse, les prix au Danemark étaient les plus élevés, à 45 % au-dessus de la moyenne de l'UE, suivis par l'Irlande (37 % au-dessus), le Luxembourg (34 % au-dessus) et la Finlande (24 % au-dessus).

Source : romania-insider.com

Entreprises françaises en Roumanie

ORANGE

Orange et Engie s'associent en Roumanie autour d'un contrat d'achat d'électricité verte virtuelle

Les filiales roumaines d'Orange et Engie ont annoncé un partenariat dans le pays au travers d'un nouveau contrat d'achat d'électricité verte virtuelle. Orange Roumanie a signé un nouveau vPPA (virtual power purchase agreement ou contrat d'achat d'électricité verte virtuelle) auprès d'Engie Roumanie afin de lui acheter de l'énergie renouvelable sur du long terme. Concrètement, Orange achètera directement à Engie l'électricité qui est produite dans l'un de ses parcs éoliens en Roumanie pour une durée de 10 ans et qui couvrira environ 40 GWh des besoins annuels en électricité de l'opérateur. Ce n'est pas la première fois que les deux groupes signent un partenariat de ce type en Roumanie. En 2023, les deux entreprises avaient signé un premier contrat vPPA qui couvrait alors 30 GWh des besoins annuels de l'opérateur.

Via cet accord, Orange Roumanie garantit ses besoins en énergie renouvelable et soutient l'engagement du groupe à atteindre son objectif net zéro carbone d'ici 2040 conformément au plan stratégique Lead the Future. D'ailleurs, Orange Roumanie est déjà parvenu à faire en sorte que 93% de sa consommation énergétique provienne de sources renouvelables.

„Ce partenariat à long terme contribuera de manière significative à nos objectifs de décarbonation, en garantissant qu'une partie substantielle de nos besoins énergétiques proviendra de sources renouvelables. Orange Roumanie soutient activement la transition vers l'énergie verte dans la région, dans le cadre de son engagement en faveur de la durabilité et de la responsabilité environnementale. « En investissant dans des solutions d'énergie verte, Orange Roumanie soutient non seulement l'adoption de l'énergie verte pour ses propres opérations, mais contribue également à renforcer l'écosystème énergétique régional” , a déclaré Julien Ducarroz, PDG d'Orange Roumanie.

Source : alloforfait.fr



DACIA - RENAULT

Dacia Sandero va dépasser Tesla Model Y pour le titre de voiture la plus vendue en Europe en 2024



Dacia Sandero sera très probablement la voiture la plus vendue en Europe en 2024, selon des données préliminaires couvrant 97 % des ventes dans l'UE, les pays de l'Association européenne de libre-échange et le Royaume-Uni.

En regardant le classement provisoire, la Sandero est en tête du Top 10 avec 247 210 unités vendues au cours des 11 premiers mois de 2024, suivie de la Volkswagen Golf avec un peu moins de 200 000 unités et de la Renault Clio actuellement à la troisième place, selon les informations de Dataforce.

La Tesla Model Y, voiture la plus vendue en 2023, est la seule voiture électrique du classement mais chute à la sixième place, avec 181 781 unités immatriculées de janvier à novembre (-21 %). Cette baisse s'explique par la crise actuelle du marché des véhicules électriques. Les données sur les immatriculations européennes du mois de novembre mettent également en évidence les constructeurs automobiles qui ont le plus de modèles dans le Top 50. Volkswagen est en tête avec sept modèles (Tiguan en deuxième position, Golf en quatrième position et T-Roc en septième position). Vient ensuite Skoda, une autre marque du groupe allemand, avec six modèles (notamment Octavia en 11e position, Fabia en 25e position et Enyaq en 29e position).

En novembre, Toyota comptait cinq voitures dans le Top 50 (Yaris Cross en huitième position, Yaris en neuvième position et Corolla en dix-septième position). Après onze mois, le groupe Volkswagen et Toyota se partagent la tête du classement avec six modèles chacun, suivis par Skoda avec cinq, Peugeot avec quatre et Dacia avec trois.

Si le classement final peut évoluer, l'écart entre la Sandero et la Golf est difficile à combler en un mois seulement. En 2023, la Sandero était la deuxième voiture la plus vendue en Europe, après la Tesla Model Y.

Source : romania-insider.com



Bulletin financier

Quels sont les pays de l'UE où le salaire minimum a le plus augmenté en 10 ans ? : Au cours des dix dernières années, la Roumanie a connu la plus forte croissance du salaire minimum dans l'UE.

La Roumanie, la Lituanie, la Bulgarie et la Pologne ont enregistré les taux de croissance annuels moyens du salaire minimum les plus élevés de l'UE - allant de 14 % à 10 % - entre janvier 2015 et janvier 2025, selon les derniers chiffres d'Eurostat. En revanche, les taux de croissance annuels moyens les plus faibles parmi les pays de l'UE ont été enregistrés en France (+2,1 %) et à Malte (+2,9 %). Dans l'UE, 22 des 27 États membres ont fixé un salaire minimum national. Seuls le Danemark, l'Italie, l'Autriche, la Finlande et la Suède font exception.



Le Luxembourg, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne, la Belgique et la France sont les six pays dont le salaire minimum mensuel est supérieur à 1 500 €.

Les salaires minimums nationaux de ces pays varient de 1 802 € en France à 2 638 € au Luxembourg.

En revanche, la Croatie, la Grèce, Malte, l'Estonie, la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie, la Lettonie, la Hongrie et la Bulgarie sont les pays où les salaires minimums sont les plus bas, c'est-à-dire inférieurs à 1 000 € par mois. Parmi ces nations, le salaire minimum national varie de 551 € en Bulgarie à 970 € en Croatie.

Le salaire est-il le seul critère d'évaluation ?

Le standard de pouvoir d'achat (SPA), qui mesure le prix de biens spécifiques, peut fournir une comparaison plus juste étant donné que le coût de la vie, en particulier les dépenses de logement, varie considérablement d'un pays européen à l'autre. Dans les pays de l'UE, les disparités en matière de salaire minimum sont considérablement réduites après ajustement des différences de niveaux de prix.

Eurostat a divisé les pays de l'UE en trois groupes : au-dessus de 1 500 SPA, entre 1 000 SPA et 1 500 SPA, et en dessous de 1 000 SPA. L'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique, l'Irlande, la France et la Pologne sont les sept États membres qui se situent dans la tranche supérieure à 1 500 SPA. La Slovaquie, la République tchèque, l'Estonie, la Bulgarie, la Lettonie et l'Estonie sont en revanche les six pays qui se situent dans la tranche inférieure à 1 000 SPA. Toutefois, les États membres dont le salaire minimum absolu est inférieur peuvent offrir un pouvoir d'achat similaire à celui des pays plus riches si le coût de la vie y est moins élevé. La Pologne, par exemple, passe dans le peloton de tête lorsqu'elle est ajustée en fonction de son standard de pouvoir d'achat.

Source : euronews.com

Budget de la Roumanie 2025 : Le gouvernement a adopté le projet de budget de la Roumanie pour 2025. Selon le Premier ministre Marcel Ciolacu, ce projet de budget ne comporte aucune modification des taxes, centré sur le développement, il prévoit environ 30 milliards d'euros d'investissements, soit une augmentation d'environ 6 milliards d'euros par rapport à l'année dernière.



Le budget est basé sur une croissance économique de 2,5 %, un déficit budgétaire de 7,04 % du PIB et une inflation annuelle moyenne estimée à 4,4 %. Les dépenses de fonctionnement de l'État seront également réduites de 0,5 %, de frais de personnel et les dépenses en

biens et services seront quant à elles, ajustées.

Source : Agerpres, Digi24, Romania Libera, News.ro, Libertatea

Interview du ministre des Investissements et des Projets européens, Marcel Boloş : Dans une interview, le ministre des Investissements et des Projets européens, Marcel Boloş, affirme que la Roumanie ne devrait pas recourir à un prêt du Fonds monétaire international (FMI), expliquant que les autorités roumaines avaient déjà pris des engagements « clairs » envers la Commission européenne, y compris le Plan national de relance et de résilience et le Plan fiscal, qui visaient à garantir la discipline budgétaire, à réduire le déficit budgétaire et à restructurer les dépenses publiques. Selon le ministre, la Roumanie est en cours de mettre en œuvre les réformes nécessaires pour éviter d'éventuelles difficultés économiques. En ce sens, il a cité la réforme fiscale, la restructuration des facilités fiscales et la réforme de l'administration fiscale, mesures qui visent à améliorer la soutenabilité des finances publiques et des équilibres macroéconomiques.



Source : Agerpres, Economica.net, Capital, RFI România



L'inflation en Roumanie baisse à 4,95% en glissement annuel en janvier : Les prix à la consommation en Roumanie ont augmenté de 4,95% sur un an en janvier, marquant une baisse par rapport à la hausse annuelle de 5,14% enregistrée en décembre, a annoncé l'office statistique.

Les prix des services ont continué d'augmenter au rythme annuel le plus rapide, de 6,54%, en janvier, a déclaré l'office statistique, INS, dans un communiqué de presse.

Les prix des produits alimentaires et non alimentaires ont augmenté respectivement de 4,54% et de 4,6% sur un an en janvier.

En janvier, l'indice des prix à la consommation (IPC) de la Roumanie a augmenté de 0,92 % par rapport à décembre, les prix des produits alimentaires, non alimentaires et des services ayant augmenté respectivement de 0,8 %, 0,95 % et 1,02 %. Le taux d'inflation annuel moyen de la Roumanie au cours des 12 derniers mois était de 5,4 %.

En juin 2023, le gouvernement a décidé de plafonner les marges sur certains produits alimentaires de base pratiqués par les entreprises de transformation alimentaire, les distributeurs, les détaillants et les magasins de vente au comptant. En mars, le Parlement a prolongé le plafond de 20 % sur les prix des aliments de base jusqu'en décembre 2024. Le 18 décembre, le gouvernement a prolongé une nouvelle fois le plafond de marge sur les prix des aliments de base jusqu'au 30 juin 2025.

Source : seenews.com



La Roumanie s'aventure sur les marchés mondiaux avec des obligations à coût élevé : La Roumanie a fait sa première incursion sur les marchés internationaux cette année, une démarche marquée par un climat politique intérieur difficile et un sentiment des investisseurs mondiaux fluctuant. Le pays émet des obligations libellées en euros et en dollars à des coûts nettement plus élevés par rapport aux ventes précédentes.

Cette initiative intervient alors que le gouvernement s'efforce de contrôler les dépenses budgétaires suite aux dépenses de campagne de l'année dernière, qui ont entraîné le plus grand déficit au sein de l'Union européenne. Les offres d'obligations comprennent une obligation en euros à cinq ans avec un prix initial indicatif d'environ 330 points de base au-dessus des midswaps, et un titre à 9 ans à 420 points de base, selon un rapport de Bloomberg. De plus, la Roumanie propose des obligations à 12 ans libellées en dollars à 325 points de base au-dessus des bons du Trésor américain.

Source : Investing.com

Gel du versement de la 3e tranche du PNRR : Le ministre des Investissements et des Projets européens, Marcel Boloş, a expliqué que la demande de paiement de la troisième tranche du Plan national de relance et de résilience (PNRR) de la Roumanie était bloquée par la Commission européenne, en raison du non-respect de certains jalons essentiels, dont figurent les réformes concernant les retraites spéciales et les nominations aux conseils d'administration des compagnies publiques, notamment celles subordonnées au ministère de l'Énergie. Selon le ministre, une délégation de la Commission européenne se rendra en Roumanie entre le 10 et le 14 février pour avoir des clarifications sur la réalisation des jalons fixés, la visite étant « décisive » pour débloquer les fonds. Le gouvernement roumain a fixé au 31 mars la date limite pour la renégociation officielle du PNRR. La Roumanie doit recevoir 20 milliards d'euros sur les 29 milliards octroyés via le PNRR, la date limite d'absorption des fonds étant fixée au 31 août 2026.

Source : România liberă, Ziarul financiar, RFI România

Bulletin juridique

Projets de la loi du budget de l'État et de la sécurité sociale : Les projets de la loi du budget de l'État et de la sécurité sociale de cette année sont débattus par les commissions spécialisées du Parlement. Les députés et les sénateurs analysent les propositions du gouvernement visant à réduire les dépenses publiques de manière générale et à augmenter significativement les fonds dédiés aux investissements. L'opposition conteste ces projets législatifs qui « ne répondent pas aux besoins de la société » et a déposé des milliers d'amendements qui seront débattus aujourd'hui par les commissions parlementaires spécialisées et demain, lors de la session conjointe des deux chambres.

Source : Radio România Actualitati



Evénements

Salons professionnels en Roumanie

CONSTRUCT - AMBIENT EXPO (20 - 23.03.2025) : www.construct-ambientexpo.ro

Salon international de technologies, équipements, outillages et matériaux pour constructions, aménagements intérieurs et extérieurs, décorations et piscines

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

ROMTHERM (20 - 23.03.2025) : www.romtherm.ro

Salon international d'installations et équipements de chauffage, refroidissement et climatisation.

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

EXPO FLOWERS & GARDEN (20 - 23.03.2025) : www.expoflowers.ro

Salon international de fleurs, aménagement paysager, horticulture et jardinage

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

GREEN ENERGY EXPO & ROMENVIROTEC (9 - 11.04.2025) : www.greenenergyexpo-romenvirotec.ro

Salon pour les énergies renouvelables et la protection de l'environnement

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

METAL SHOW & TIB (13 - 16.05.2025) : www.metalshow-tib.ro

Salon pour le traitement des métaux, les technologies et les équipements industriels

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

PLAST EXPO (13 - 16.05.2025) : www.expoplast.ro

Salon dédié à l'industrie de transformation des matières plastiques

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

AUTOTOTAL BUSINESS SHOW (17 - 18.05.2025) : www.autototal.ro

Salon international des pièces et accessoires automobiles d'origine et après-vente

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

TIBCO (29.05- 1.06.2025) : www.tibco.ro

Salon international de biens de grande consommation

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

BIFE-SIM (18 - 21.09.2025) : www.bife-sim.ro

Salon international de mobilier, produits en bois, accessoires, décorations intérieures, machines et équipements pour l'exploitation forestière et la transformation du bois

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

COSMETICS BEAUTY HAIR (18 - 21.09.2025) : www.expocosmecs.ro

Salon international de produits et d'équipements pour la cosmétique, le soin du corps et la coiffure

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

ALL2PRINT SHOW (30.09 - 3.10.2025) www.all2printshow.ro

L'exposition d'imprimés et technologies d'impression d'emballages et d'étiquettes

Lieu et organisateur : Bucarest, Romexpo SA

Eastratégies, est une société d'accompagnement à l'international créée en Roumanie en 1992, en Bulgarie en 2000, Moldavie en 2008, France en 2016 et Serbie 2017.

Le plus ancien cabinet privé implanté en Roumanie, axé sur une démarche terrain, nous accompagnons les sociétés dans toutes les étapes de leurs démarches commerciales et industrielles, tant dans leurs projets de recherche de distributeur, de production, de recrutement, de sous-traitance, de sourcing (<http://www.sourcingenroumanie.com>), d'achat, d'implantation, de recherche financements européens tant dans des missions de Management de transition (<http://managementdetransition.ro>). 1200 missions en 30 ans.

**CONSEIL,
ACCOMPAGNEMENT,
DÉVELOPPEMENT
D'ENTREPRISES DANS 8
PAYS D'EUROPE
CENTRALE ET
ORIENTALE**

Notre priorité : proposer aux entrepreneurs voulant mettre le cap à l'Est et être présents sur ces marchés, des stratégies innovantes, performantes et adaptées pour valoriser leurs activités professionnelles. Nos conseils efficaces et nos solutions sur mesure permettent des implantations rapides et réussies.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- Agroalimentaire
- Bois / Papier / Carton / Imprimerie
- Matériaux de construction, Électronique / Électricité, Informatique / Télécoms
- Métallurgie / Travail du métal, Plastique / Caoutchouc, Textile / Habillement / Chaussure
- Machines et équipements / Automobile

Tél. : +33 1 84 88 86 73
 Email : marc.huot@eastrategies.fr
 Site web : www.eastrategies.fr

En chiffres

- Population : 19,328 millions d'habitants
- PIB en 2023 : 321,23 Md EUR
- PIB par habitant en 2023 : 16.620 EUR
- Croissance PIB en 2023 : +2 %
- Flux d'IDE en 2022 : 10 M EUR (+227% 2022/2021)
- Salaire minimum brut garanti à partir du 1er janvier 2025 : 815 EUR (4,050 RON)
- Salaire moyen brut mensuel, en novembre 2024 : 1.860 EUR (9.251 RON)
- Taux d'inflation en 2024 : 5,1 %
- Taux de chômage en 2023 : 5,6 %
- Place de la France dans les échanges commerciaux : 3ème client, 6ème fournisseur
- Stock IDE français en 2020: 8,3 milliards EUR, France – 6ème rang parmi les investisseurs étrangers
- Cours EUR/RON au 13.02.2025: 1 EUR = 4,9773 RON

